La grande transformation du travail

01/05/2014 à 9h00

Il est demandé à chacun de se trouver un emploi et aux entreprises de créer les emplois que chacun occupera. Voilà la manière classique dont on envisage les choses. Mais l’évolution du marché du travail ne devrait-elle pas nous conduire à modifier drastiquement notre manière de voir ?



Les travaux des champs, la transformation des matières premières, la manufacture de biens, le traitement de dossiers requéraient de la main-d’oeuvre en quantité considérable. Cela a cessé d’être le cas.

De temps immémoriaux, nous avons cherché à remplacer le travail humain par celui de la machine dans les tâches dangereuses, abrutissantes ou fastidieuses, et nous y avons admirablement réussi. La « machinisation » est devenue « ordinisation » : le robot nous remplace dans les tâches manuelles et le logiciel nous remplace dans les tâches intellectuelles.

> ***En décembre 2013, alors que le président Barack Obama plaidait pour un relèvement du salaire minimum, la chaîne de restauration rapide Applebee’s faisait savoir que les commandes seraient désormais passées sur des tablettes intégrées dans les tables, à l’aide desquelles se ferait aussi le règlement par carte de crédit.***

Les traders déjà remplacés par des logiciels

En septembre 2013, deux chercheurs de l'université britannique d'Oxford, Carl Frey et Michael Osborne, estimaient dans « L'avenir de l'emploi : dans quelle mesure les emplois sont-ils exposés à l'ordinisation » (www.oxfordmartin.ox.ac.uk) que 47 % de la force de travail occupe un emploi qui sera remplacé à terme par un ordinateur.

Ce taux de 47 % se révélera sans doute optimiste, un biais de l'étude étant que, plus une tâche nous apparaît ardue, moins la machine sera à même de la remplir.

> ***Or, les tâches qui nous semblent les plus complexes sont algorithmiques, impliquant de nombreux calculs, mais en réalité les plus aisées à programmer. Par ailleurs, plus une expertise est coûteuse à constituer, plus l'incitation financière est grande à la transcrire en logiciel. Ainsi, sur les marchés boursiers, les traders sont déjà remplacés par des logiciels appelés « algos » (pour algorithme) dans 50 % à 60 % des transactions.***

Dans une série d'entretiens à paraître, l'économiste belge Bruno Colmant et moi-même constatons l'existence d'une *« loi de baisse tendancielle du taux de travail »* : un mouvement en ciseau entre la quantité de travail accumulée sous forme de capital, en augmentation constante, et la quantité de travail effectif à consentir comme avances dans la production et la distribution, qui est, elle, en baisse en termes absolus.

Or, la grande majorité de la population obtient traditionnellement de son travail les revenus qui assurent sa subsistance. La question de l'emploi doit être radicalement repensée dans le contexte nouvellement apparu.

« La main-d'oeuvre, c'est un coût »

Il faut tirer les conséquences du scénario qui s'est mis en

place : les revenus des ménages vont devoir être dissociés de la force de travail que ses membres représentent, celle-ci cessant rapidement de constituer un atout monnayable.

La représentation de l'an 2000 qui était la nôtre dans les années 1950 supposait que tous bénéficieraient en termes de temps libre et d'opulence du remplacement de l'homme par la machine.

C'était ignorer que les principes de la propriété privée veulent que les gains de productivité soient partagés, au titre de profit, entre dividendes revenant aux actionnaires et salaires démultipliés, et bonus accordés aux dirigeants des entreprises.

Les salaires qu'obtiennent ceux dont les avances sont en travail plutôt qu'en capital ou en gestion sont comptabilisés en tant que coûts, c'est-à-dire envisagés seulement comme grevant le profit dont les seuls bénéficiaires légitimes sont les investisseurs et les dirigeants de l'entreprise.

Le chroniqueur américain Jonah Goldberg ne s'y trompait pas, qui commentait la décision de la chaîne Applebee's dans ces termes : *« Si quelqu'un se lance dans les affaires, ce n'est pas pour créer des emplois, c'est pour gagner de l'argent. Or la main-d'oeuvre, c'est un coût. »*

L'élimination de l'emploi

Il s'agit là d'une évidence, que l'on appelle « compétitivité » et dont nos dirigeants semblent aveugles à l'implication immédiate : l'incitation massive qu'il y a là à éliminer l'emploi, laissant ouverte la question des revenus futurs de ceux qui, aujourd'hui, ne vivent pas des gains du capital ou de la gestion d'une grosse entreprise mais des revenus du travail.

Jean Charles Léonard Simonde de Sismondi (1773-1842) proposait que le travailleur remplacé par la machine obtienne une rente

perçue sur la richesse que celle-ci créerait ensuite. La forme moderne que prendrait une telle mesure serait une taxe sur les gains de productivité et son bénéfice serait redistribué prioritairement aux victimes de l'« ordinisation ». C'est là la condition à remplir impérativement si l'on veut voir se réaliser un jour l'idyllique « an 2000 » dont le rêve hantait le milieu du XXe siècle.

Le travail et l'emploi sont des enjeux de société cruciaux et méritent d'être jugés et traités comme tels. Au lieu de cela, l'Etat se contente d'intimer aux salariés *« Trouvez-vous un emploi ! »* et aux entreprises *«Créez de l'emploi!»*, dans un *« Que chacun s'y prenne comme il l'entend ! »* généralisé, sans que la question soit même posée de comment cela pourrait se faire, ni a fortiori si cela est toujours possible.

> ***Doit-on s'étonner si le ton monte de part et d'autre ? Parallèle à la «transition énergétique», la « grande transformation du travail » mérite la même attention.***

Le Monde